

Prêts aux petites entreprises—Loi

voit la quantité de formules à remplir. Lorsqu'une personne lance une entreprise et reçoit un déluge de formules à remplir chaque semaine, chaque mois ou chaque trimestre, c'est plus qu'elle ne peut en supporter. C'est vraiment trop de paperasse, surtout pour une personne qui lance une petite entreprise.

● (1500)

J'aimerais que le budget propose des mesures financières pour encourager les petites entreprises à rester dans les petites localités et à leur redonner de la vigueur. Il faut que le gouvernement encourage les petites entreprises des petites localités à y demeurer et qu'il s'oppose à l'exode croissant des gens, des petites industries et des entreprises vers les grands centres métropolitains. Il devrait prendre les mesures nécessaires pour inciter les petites entreprises à rester dans les villages et les petites villes afin qu'ils continuent à prospérer.

Je voudrais que le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) (M. Rompkey) présente un projet de loi dans lequel on reconnaîtrait le fait que les petites entreprises canadiennes font office de services de perception d'impôts fédéraux. Le gouvernement fédéral devrait trouver un moyen de les dédommager, car elles perçoivent la taxe de vente fédérale dont seul le gouvernement central bénéficie.

La plupart des gouvernements provinciaux reconnaissent que les petites entreprises font office de percepteur, et le gouvernement fédéral devrait en tenir compte. On pourrait prendre de nombreuses mesures pour stimuler, encourager et soutenir ce secteur. On améliorerait les choses en simplifiant les lois fiscales qui s'appliquent à ce secteur et aussi, je le répète, en supprimant toute la paperasserie exigée des petites entreprises. Mais ce qui est grave c'est que ce secteur de notre économie ne semble pas être une des grandes priorités du gouvernement.

Je ne veux pas nécessairement dire qu'il est laissé pour compte, mais les Canadiens ont l'impression que le gouvernement est disposé à investir des centaines de millions, que dis-je, des milliards de dollars pour venir en aide aux grandes sociétés, mais qu'il est moins pressé quand il s'agit d'aider au moins les petites entreprises aux abois. On a donc le sentiment que le gouvernement fédéral ne se soucie pas spécialement de soutenir la petite entreprise.

Bien que les petites entreprises aient peu de raison de se réjouir aujourd'hui, elles devraient et pourraient en avoir beaucoup. Quand on songe aux ressources naturelles qui abondent dans presque toutes les régions du pays sous une forme ou l'autre, quand on songe que notre pays possède plus d'énergie de remplacement que probablement n'importe quel autre pays du monde entier, quand on songe que nous avons une population bien instruite, bien formée et donc capable de profiter des technologies les plus nouvelles et les plus passionnantes qui soient, et quand on songe que notre pays possède des capitaux—et je tiens à souligner ce point—pour soutenir de nouvelles entreprises commerciales et autres qui permettraient en fait de concrétiser l'objectif du plein emploi au Canada, on se dit que ce qui fait défaut c'est la volonté d'agir. Quand on fait la somme des ressources naturelles, humaines et financières, on se rend compte que nous manquons d'initiative et de volonté de réussir. Peut-être le projet à l'étude aujourd'hui représente-t-il

un petit pas dans la bonne voie. Puisqu'on propose de prolonger l'application de la loi sur les prêts à la petite entreprise et puisqu'on attend pour bientôt un nouveau budget, il ne reste plus qu'à espérer que le gouvernement fédéral se soit enfin décidé à soutenir, stimuler et encourager le secteur le plus essentiel de notre économie, celui de la petite entreprise.

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de prendre la parole sur le projet de loi C-144 modifiant la loi sur les prêts aux petites entreprises, mesure que nous léguée le gouvernement Diefenbaker. Je me réjouis également de ce que le Nouveau parti démocratique se fasse maintenant l'avocat des petites entreprises.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté les propos du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) tellement il semblait convaincu du bien-fondé de ses arguments. C'est vraiment dommage qu'il ne puisse pas rallier ses collègues à sa position. Certes, ces derniers ont à cœur le succès des petites entreprises, mais gare à elles si elles deviennent trop prospères et prennent de l'ampleur, car ils ne trahissent pas à vouloir les nationaliser et les punir de leur succès. Je ne peux comprendre comment le député a pu dire, en terminant son intervention, que ce qui nous manque dans ce pays, c'est la volonté de réussir. Car, dès qu'une entreprise a le malheur de réussir, son parti veut la punir, comme l'avons entendu dire pendant la période de questions ce matin, d'avoir réalisé des bénéfices, mot exécrationnel entre tous dans le vocabulaire des néo-démocrates. Il suffit d'examiner les prises de position émanant de leurs congrès annuels pour se rendre compte qu'ils sont foncièrement contre la croissance, qu'il soit question d'énergie, de bénéfices ou de quelque autre aspect de l'économie, si bien que leur position apparaît d'emblée comme un missile de croisière braqué sur l'économie canadienne, prêt à y dépister tout signe de progrès financier pour en détruire la source. Les néo-démocrates n'ont jamais répondu à la question suivante. Si une petite entreprise réussit à réaliser des bénéfices, à croître et à prospérer comme ils le souhaitent, à quel moment devient-elle une grosse entreprise malhonnête et profiteuse?

M. Riis: N'avez-vous rien de positif à dire? Nous avons au moins de bonnes choses à dire alors que vous vous contentez de jouer les prophètes de malheur et de pleurnicher.

M. Friesen: Ils ne répondront pas à cette question. Je sais que le député de Kamloops-Shuswap veut m'interrompre. Il en a le droit, car il doit parler au nom de tous les membres de son caucus, mais il y en a fort peu qui partagent son opinion au sujet de la petite entreprise. Comme le ministre des Finances (M. Lalonde) l'a fait remarquer fort justement ce matin, le député de Kamloops-Shuswap est vêtu aujourd'hui de bleu et de gris. C'est tout à fait de circonstance.

Le projet de loi à l'étude, qui a été présenté pour la première fois par le gouvernement Diefenbaker, a changé d'objectif. Au départ, il visait à aider la petite entreprise à prospérer. Maintenant il s'agit de la sauver. C'est une véritable tragédie. Je reconnais que c'est dû, en partie, au malaise économique général qui règne actuellement dans le monde. La petite entreprise a donc encore plus de difficulté et ne peut pas soutenir la concurrence aussi bien que les grosses sociétés.